L'Égypte en débat : Introduction

Alain Roussillon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/474>

DOI : 10.4000/ema.474

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994

Pagination : 7-10

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Alain Roussillon, « L'Égypte en débat : Introduction », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 20 | 1994, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/474> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.474>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

L'Égypte en débat : Introduction

Alain Roussillon

- 1 De quoi parle-t-on, en Égypte, et en quels termes ? Quelles questions et quels problèmes y sont-ils susceptibles de faire l'objet de débats et avec quels enjeux ? Qui prend part à ces débats et dans le cadre de quelles stratégies ? Comment un débat commence-t-il et pourquoi s'arrête-t-il ? Telles sont les questions auxquelles les contributeurs à la présente livraison d'EMA s'efforcent modestement de répondre. Il ne s'agit pas tant de donner accès au grand mystère de « l'opinion publique » égyptienne et de ses orientations que de montrer comment s'articule un *discours social*, celui, contrasté, qu'une société tient sur elle-même, pour ainsi dire au jour le jour, en des lieux *autorisés*, et par la voix d'ayants droit à la parole publique. Débats médiatiques plus que débats d'opinion, car la parole publique, la parole prise en public, est rarement transitive; les médias égyptiens font rarement « remonter » les choses véritablement dites dans la société, ou, s'ils le font, c'est le plus souvent de manière attendue et entendue, dans ce que ces choses dites ont précisément d'illustratif d'une vérité qu'on savait déjà ; débats de presse écrite plus que débats audiovisuels, dans la mesure où la radio et la télévision ne sont précisément pas des lieux de débat — ou seulement, encore une fois, de manière attendue et entendue — et ne constituent pas une scène pluraliste, à la différence de la presse qui se présente, en Égypte comme une sorte de *lieu de pluralisme maximum autorisé*, à la fois par largeur de l'éventail des opinions autorisées à s'exprimer et par la façon dont la *polémique*, au sens des anciens Grecs et de rhéteurs arabes, y est instituée comme la modalité normale de production d'une *opinion*. D'où les « attendus » à l'origine du présent dossier. Les débats de presse sont traités ici comme une sorte de projection de la scène politique, voire de substitut à l'action politique elle-même : effet de notre lecture de ces débats, qui privilégie, consciemment ou non; la recherche de lignes de clivage, d'enjeux disputés, et typologise les positions, bien souvent de façon binaire — gouvernementaux/opposants, droite/gauche, laïcs/religieux — ; mais aussi, tel est du moins l'un de nos présupposés communs, effet de structure, produit par les conditions de la libéralisation « suspendue » ou de la pluralisation restreinte de la scène politique égyptienne. En d'autres termes, des luttes politiques, des conflits d'intérêts, voire de pures et simples stratégies de positionnement social ou professionnel, qui ne peuvent avoir lieu et s'énoncer comme tels, se transposent en

débats de presse, témoins des alignements et réalignements de leurs protagonistes et du déplacement des lignes de confrontation entre les positions en présence en fonction des enjeux en dispute : modalité du politique dans un contexte où le fait partisan est avant tout un fait journalistique et où publier un journal constitue, pour certains partis, l'essentiel de leur activité politique ; substitut au débat de société dans un contexte où l'alternance ou le partage du pouvoir ne sont pas à l'ordre du jour ; dispositifs à produire et à transposer du sens dès lors que celui-ci ne peut être énoncé dans son immédiateté mais requiert d'être formulé en quelque sorte à distance de ses propres enjeux pour pouvoir produire ses effets.

- 2 De façon plus opératoire, nous désignons comme « débats » ces constructions du discours social dans lesquelles, à propos de tel ou tel objet, tout un chacun (?) est fondé à prendre part et à prendre parti sur la base de ses compétences ou de ses qualifications propres, y compris — sur le mode, alors, de la dénégation — s'il y a un intérêt personnel, et la manière dont la formulation collective d'un problème articule des systèmes d'enjeux plus larges que ceux qui découlent de ce problème lui-même ; ou bien, selon des termes empruntés à Pierre Bourdieu, l'organisation de la production de « discours politiques dépolitisés » dans un contexte où renonciation des enjeux de pouvoir apparaît comme problématique, et où la construction de positions d'autorité ou d'influence ne peut s'opérer que sur la base d'une déconstruction des positions de l'adversaire. Il ne s'agit pas, encore une fois, de ce que pensent les Égyptiens — il est malaisé d'apprécier la façon dont le discours autorisé des médias (le discours des médias autorisés) « descend » dans l'opinion et dans la société pour y diffuser ses messages et comment ceux-ci peuvent y être reçus — mais de la façon dont peut en être organisée l'expression.
- 3 La liste des débats qui auraient pu être retenus pour donner corps à notre visée est proprement inclôturable, du fait de la relation qu'entretiennent l'émergence et l'extinction de ces débats à l'actualité et à la conjoncture, et ce que nous présentons dans ce dossier ne peut prétendre avoir valeur que d'« instantané » ou d'« arrêt sur image ». Au-delà de la diversité, voire de l'éclectisme des objets dont ils traitent, ce qui nous paraît tout de même faire sens dans leur juxtaposition, fournissant une des clés possibles de leur lecture, c'est la façon dont leurs enjeux convergent dans ce que l'on pourrait désigner comme une *macro-organisation du sens*, dont on peut tenter de dégager les principales articulations :
 - *la libéralisation et ses aléas* : si le principe du pluralisme et de la libération de l'initiative individuelle semble faire l'objet d'un consensus de surface, les débats dont il est fait état dans ce qui suit semblent attester du fait que ce sont les modalités de légitimation de ce processus lui-même qui continuent à faire problème, sur le thème générique de la défense de la « justice sociale » qui désigne tout à la fois les limites du pluralisme et la façon dont s'établit le rapport entre initiative individuelle et intérêt collectif ;
 - *le référent d'identification en dernière instance de la société* : le problème est ici celui de l'articulation entre une organisation du sens (une idéologie, si l'on veut) — celle produite par les ulémas et ce qu'il est convenu de désigner comme l'islamisme, mais aussi par l'État et la « majorité » — revendiquant la suprématie-et dont la remise en cause ne peut être explicite —sauf précisément à se placer, pour qui en prendrait le risque, en dehors du (des) débat(s) —, et des systèmes de régulation des rapports sociaux qui ne peuvent se prévaloir que de leur positivité ;

- *les modes nécessaires de la remobilisation de la société*, c'est-à-dire tout à la fois le rapport que la société entretient à son propre projet et l'insertion de celui-ci dans son environnement régional et international.

4 A l'articulation de ces trois niveaux se met en place la *clôture* dans laquelle prennent place et sens les débats que nous donnons ici à lire.

AUTEUR

ALAIN ROUSSILLON

CEDEJ-CNRS